DP/DCP/PHL/3 **Nations Unies**



Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Distr. générale 5 juillet 2018 Français

Original: anglais

Seconde session ordinaire de 2018

4-7 septembre 2018, New York Point 4 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

Descriptif de programme de pays pour les Philippines (2019-2023)

Table des matières

		Page
I.	Considérations générales	2
II.	Priorités du programme et partenariats	5
III.	Administration du programme et gestion des risques	10
IV.	Suivi et évaluation	11
Annexe		
	Cadre de résultats et d'allocation de ressources pour les Philippines (2019-2023)	13





I. Considérations générales

- 1. Avec Ambisyon Natin 2040, les Philippines se sont dotées d'un projet à long terme ambitieux qui envisage une société de classes moyennes où la pauvreté a disparu et où tout le monde vit longtemps et en bonne santé. Le développement serait mu par l'innovation et une population compétitive au niveau mondial. Les familles s'épanouiraient dans une société culturellement diverse et résiliente face aux catastrophes, qu'elles soient provoquées par l'homme ou par la nature.
- La possibilité d'atteindre cet objectif s'est nettement renforcée. Les Philippines, dont le taux de croissance annuel moyen au cours des cinq dernières années a atteint 6,6 %¹, sont l'une des économies les plus dynamiques de la région. En 2016, le taux d'emploi de la population active a atteint 95,3 %, chiffre le plus élevé depuis une décennie². Le taux de pauvreté, évalué selon les critères nationaux, a considérablement diminué, passant de 25,2 % de la population en 2012 à 21,6 % en 2015³. Les améliorations constatées dans les domaines de l'éducation primaire pour tous et de la couverture sanitaire, de l'égalité des sexes, de la mortalité infantile et de l'accès à l'eau et à l'assainissement constituent de bons résultats au regard d'un grand nombre d'objectifs du Millénaire pour le développement et fournissent une base solide pour la réalisation des objectifs de développement durable. La croissance des recettes fiscales a renforcé la situation budgétaire et permis d'allouer d'importants crédits aux secteurs des infrastructures et des services sociaux⁴. Les flux financiers privés, sous forme d'envois de fonds (qui représentent plus de 10 % du produit intérieur brut), ainsi que le niveau élevé du crédit interne, fournissent d'abondantes ressources à même de financer les ambitieux projets de développement.
- 3. Toutefois, ces résultats spectaculaires n'ont pas profité de manière égale à toutes les catégories de population et à tous les territoires⁵. Tout au long des 30 dernières années, le coefficient de Gini est resté obstinément élevé et au-dessus de la moyenne mondiale⁶. Les deux tiers des pauvres, environ, vivent dans les Visayan et à Mindanao. Dans toutes les régions, le produit intérieur brut régional par habitant est inférieur de moitié à celui de la région de la capitale nationale⁷, soulignant l'ampleur des inégalités spatiales. Pour certains objectifs du Millénaire pour le développement, les progrès accomplis sont restés très limités, en particulier en ce qui concerne la santé maternelle et infantile et l'élimination de la faim.
- 4. Le paradoxe d'une forte croissance accompagnée de fortes inégalités témoigne de la nécessité de régler plusieurs problèmes critiques. Les facteurs d'inégalité sont nombreux, mais du point de vue du PNUD, trois problèmes l'empêchent de tirer le meilleur parti de son avantage comparatif dans la fourniture d'aide : la faiblesse des institutions, qui entraîne la mauvaise qualité des services, des niveaux élevés d'exposition aux effets des changements climatiques, qui font retomber les gens dans la pauvreté et la persistance de conflits, qui entravent le développement dans certaines parties du pays.

¹ Agence nationale de développement économique, rapport sur la performance de l'économie philippine au 3^e trimestre 2016.

² Institut philippin de statistique (Philippines Statistics Authority), 2016, enquête sur la population active.

 $^{^3}$ Institut philippin de statistique, 2015, « Poverty incidence among Filipinos registered at 21.6% in 2015 ».

⁴ Ministère de la gestion du budget, notes techniques sur le projet de budget national pour 2017.

⁵ Plan de développement des Philippines 2017-2022.

⁶ Banque asiatique de développement et PNUD, Eradicating poverty and promoting prosperity in a changing Asia-Pacific, 2017.

⁷ Institut philippin de statistique, 2017, comptes régionaux.

- 5. Des blocages structurels limitent la capacité institutionnelle d'exploiter une plus grande marge de manœuvre budgétaire. Les organismes publics, dont les taux de décaissement sont faibles, sont déficients au niveau de la planification et de la gestion des achats et des marchés 8. Le chevauchement et le manque de cohérence des programmes et des structures institutionnelles nuisent également aux résultats. La programmation et la prestation de services publics ne sont pas compatibles avec la gouvernance écosystémique requise par la nature intégrée des objectifs de développement durable. La non généralisation de la cybergouvernance limite la transparence, l'efficacité et la possibilité pour les citoyens d'accéder aux services. La faible capacité des citoyens à contrôler le pouvoir et faire appliquer le principe de responsabilité amoindrit encore la capacité des institutions publiques d'être à l'écoute de la population.
- 6. Le coût des catastrophes naturelles, par leur fréquence, est énorme⁹. Chaque année, 22 typhons en moyenne s'abattent sur les Philippines, causant des millions de dollars de dégâts et des pertes en vies humaines. Les températures les plus chaudes ont été enregistrées en 2016, en même temps qu'une sécheresse généralisée. La diminution rapide du couvert forestier, la dégradation de la biodiversité et la pollution côtière et marine ont réduit la résilience naturelle des écosystèmes et amplifié l'impact des catastrophes naturelles. Les dégâts qu'elles causent équivalent en moyenne annuelle, sur le long terme, à 69 % des dépenses sociales et 14 % des dépenses d'équipement ¹⁰. Le pays doit améliorer sa capacité d'adaptation et sa résilience. La planification fondée sur les risques et les données scientifiques peut être renforcée. Les structures et les dispositifs efficaces de gestion des catastrophes naturelles et du relèvement doivent être institutionnalisés et soutenus par une politique active d'investissements dans les capacités d'adaptation et d'atténuation. Les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe peuvent également être mieux pris en compte par la gestion de l'environnement.
- 7. Les cycles intergénérationnels de violence armée qui affecte certaines parties du pays assignent des populations à une pauvreté persistante. La Région autonome musulmane de Mindanao, où se situent la plupart des conflits du pays, est la plus pauvre, avec un indice de développement humain, en 2015, inférieur de 60 points de pourcentage à celui de la région de la capitale nationale¹¹. En 2012, l'espérance de vie y était inférieure de 19 %, la durée moyenne de scolarisation de 27 % et le pouvoir d'achat par habitant de 40 %¹². On ne peut pas mettre fin à cette situation d'extrême pauvreté uniquement en lançant des plans ambitieux et en augmentant les dotations budgétaires. Pour parvenir à une paix et une stabilité durables, il faut traiter de manière complète la profonde marginalisation sociale et économique et les décennies d'impéritie des autorités locales dont souffre la région¹³.

18-11101 **3/19**

⁸ Ministère de la gestion du budget, A story of budget and management reforms 2010-2016, juin 2016.

⁹ World Risk Report, 2011 à 2017.

Organisation des Nations Unies, Réduction des risques de catastrophe : bilan mondial 2015
 Rendre le développement durable : l'avenir de la réduction des risques de catastrophe, 2015.

¹¹ Rapport sur le développement humain des Philippines, 2017, projet.

¹² Bilan commun de pays, Philippines, 2017.

Les études réalisées par une mission conjointe d'évaluation des besoins pour le compte du Mindanao Trust Fund, par la Commission d'unification nationale et par le Bureau du Conseiller présidentiel pour le processus de paix sont toutes arrivées à cette conclusion.

Le programme de pays du PNUD pour 2014-2018 était étroitement aligné sur les priorités du Gouvernement et a permis de traiter un certain nombre de contraintes qui pèsent sur le développement.

- L'appui du PNUD a permis de renforcer les institutions démocratiques et d'améliorer l'efficacité de la gouvernance¹⁴. Afin de renforcer la transparence et la responsabilisation, le PNUD a appuyé l'élaboration d'un dispositif national de lutte contre la corruption. Il a collaboré étroitement avec les pouvoirs publics et la société civile en vue de faire adopter des lois capitales qui renforcent les droits de l'homme 15. Il a contribué à améliorer l'accès à des services de base de qualité dans l'ensemble du pays par le renforcement de la planification et des procédures d'approvisionnement. La collaboration du PNUD avec des observateurs issus de la société civile a permis d'améliorer la diffusion d'informations sur les recettes publiques, les budgets, les achats et les audits. Alors que le PNUD a joué un rôle important dans le renforcement de l'accès à la justice et des droits de l'homme et dans l'approfondissement de la démocratie, la faiblesse et l'incohérence des financements n'ont pas permis de mettre en œuvre une approche systématique de son soutien 16. Pour accroître l'effet des initiatives du PNUD au niveau de la gouvernance, celles-ci devront être systématiquement incorporées en tant qu'interventions transversales dans ses domaines thématiques d'action.
- 9. L'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets ont été la clef de voûte du programme de pays. Le PNUD a apporté son aide technique et ses conseils à l'établissement de la contribution prévue déterminée au niveau national conformément à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) 17. Il a expérimenté une nouvelle assurance climatique indexée sur les conditions météorologiques qui indemnise rapidement les paysans pauvres. Grâce à l'appui du PNUD à l'élaboration de cartes de risques de catastrophes liées aux aléas climatiques et d'une base de données en logiciel libre relative à l'exposition aux conditions climatiques, il est possible désormais, dans l'ensemble du pays, de prendre en compte les risques dans la planification du développement, les projets d'investissement, les normes de construction, les activités de préparation et les arrangements en cas d'urgence. À l'intention des municipalités ravagées par le super typhon Haiyan, le PNUD a construit des centres d'évacuation, dispensé des formations relatives aux techniques de réduction et de gestion des risques de catastrophes et aidé au développement de moyens de subsistance durables, permettant ainsi à des milliers de familles de relever la tête. Il peut faire davantage en aidant à intégrer ses opérations de relèvement après une catastrophe à un appui à long terme visant à mettre en place les institutions et les systèmes de réduction et de gestion des risques de catastrophe¹⁸. Pour renforcer les mesures d'adaptation et d'atténuation prises au niveau national, il peut contribuer à mieux faire comprendre les conséquences à long terme des changements climatiques.
- 10. Le PNUD a collaboré étroitement avec le Gouvernement et les groupes armés à la recherche de solutions durables à un conflit persistant. Il a contribué à l'élaboration d'une nouvelle version de la loi fondamentale du Bangsamoro, créé un groupe de haut niveau composé de personnalités philippines éminentes pour militer en faveur de la loi et appuyé des intermédiaires influents afin de faciliter la

¹⁴ Évaluation indépendante des programmes de pays, Philippines, projet, janvier 2018.

¹⁵ Loi contre la torture, respect du droit international humanitaire sur les disparitions forcées, loi sur les migrants et loi de reconnaissance et d'indemnisation des victimes de violations des droits de l'homme.

¹⁶ Évaluation indépendante des programmes de pays, Philippines, 2018.

¹⁷ CCNUCC, contributions prévues déterminées au niveau national, 2015.

¹⁸ Évaluation indépendante des programmes de pays, Philippines, 2018.

convergence des points de vue des Moros¹⁹. En collaboration avec des institutions universitaires et le Gouvernement, il a participé à des travaux d'analyse des conflits et de recherche sur l'extrémisme violent, et facilité l'échange de connaissances au sein de l'Asie du Sud-Est. À la suite du conflit armé à Marawi, le PNUD a été le premier à aider les autorités locales à renforcer leurs capacités en matière de planification des opérations de relèvement de manière à ce qu'elles tiennent compte des risques de conflit. Si les efforts déployés aux niveaux local et national pour maintenir la paix et prévenir l'extrémisme violent ont eu quelques succès initiaux, des engagements supplémentaires seront nécessaires pour s'attaquer aux causes profondes des cycles répétitifs de violence.

11. Pour avoir plus d'effet, le PNUD doit renforcer ses stratégies intersectorielles et ses partenariats. Il a mis au point des interventions ciblant les groupes défavorisés ²⁰, pêcheurs, agriculteurs, femmes pauvres, personnes handicapées, groupes autochtones, ex-combattants et personnes déplacées. Pour étendre et approfondir l'effet de ses interventions, il doit adopter une stratégie intersectorielle ayant pour objectif de ne laisser personne de côté ²¹. Il doit mieux analyser les inégalités structurelles entre les sexes et les pratiques discriminatoires, et contribuer à leur correction²². Il peut s'associer davantage au secteur privé pour tirer parti de moyens de financements complémentaires, d'innovations et de la possibilité de toucher la population qui se trouve en bas de l'échelle économique. Il doit faciliter l'échange de connaissances, sachant que le pays a beaucoup d'expériences à partager avec ses voisins.

II. Priorités du programme et partenariats

12. Le PNUD s'appuiera sur ses solutions types et sa profonde compréhension de la situation du pays pour aider les Philippines à transformer la croissance économique et la marge de manœuvre budgétaire en développement national profitable à tous. Il s'inspirera de son programme actuel pour appuyer l'exécution du plan national de développement, qui est aligné sur les objectifs de développement durable. Il renforcera les capacités institutionnelles afin de réaliser des programmes ciblés garantissant que personne n'est laissé de côté. Il appuiera la transformation structurelle du pays pour l'engager sur la voie d'un développement à faible intensité de carbone et résilient face aux changements climatiques, et s'attaquera aux principaux facteurs de conflit et d'instabilité. Le renforcement de la gouvernance et la concentration des interventions sur des zones ciblées, géographiquement isolées et défavorisées, permettront au PNUD d'agir de manière plus intégrée. À partir de chacun de ses domaines thématiques d'intervention, il s'efforcera de créer des effets multiplicateurs pour l'ensemble des objectifs de développement durable.

18-11101 **5/19**

¹⁹ La loi est actuellement à l'examen au Congrès.

²⁰ Institut philippin de statistique, Statistiques de la pauvreté dans les secteurs de base en 2015, 30 juin 2017.

²¹ Évaluation indépendante des programmes de pays, Philippines, 2018.

Bien que les Philippines soient le pays de l'ASEAN qui obtienne les meilleurs résultats dans la lutte contre les inégalités des sexes, selon l'indice mondial des disparités entre hommes et femmes du Forum économique mondial, de 2016 à 2017, il a rétrogradé de la septième à la dixième place. S'il est bien placé pour ce qui est de l'autonomisation politique et du niveau d'instruction, il a reculé pour ce qui est de la santé et de la survie ainsi que de la participation à l'économie et de l'égalité des chances.

Afin d'améliorer l'accès des pauvres, des groupes marginalisés et des groupes à risque à des services sociaux de qualité, le PNUD continuera de développer les capacités de collectivités locales ciblées, de renforcer la gouvernance dans les principaux organismes nationaux et d'élargir la participation des citoyens à la politique et aux programmes gouvernementaux.

- 13. L'action du PNUD se concentrera sur 100 collectivités locales situées dans des zones géographiquement isolées et défavorisées 23. Ces administrations locales doivent s'attaquer simultanément aux problèmes interdépendants constitués par une forte pauvreté multidimensionnelle, une vulnérabilité aux catastrophes naturelles et une situation de conflit, et elles doivent adopter des solutions de planification et de programmation locales intégrées, conformes à l'approche écosystémique nécessaire pour atteindre les objectifs de développement durable. Le PNUD mettra en place un nouveau système de suivi associant sondage auprès d'un échantillon de ménages et analyse de données administratives et de mégadonnées, afin de fournir aux administrations locales des données ventilées qui leur permettent d'élaborer des plans de développement locaux et de cibler des programmes sur les populations les plus vulnérables et les plus défavorisées. Cela permettra d'utiliser efficacement les ressources publiques, de suivre les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de développement durable, et de procéder à des études de rentabilité susceptibles d'attirer des investissements privés. Le PNUD renforcera les capacités permettant d'effectuer des réformes administratives à même d'accélérer l'exécution des services et d'en améliorer la qualité. Il appuiera le passage d'une administration faisant usage du papier à une administration en ligne sécurisée, efficace et transparente s'inspirant des bonnes pratiques mondiales. Pour fournir un appui analytique et technique aux groupes, institutions et administrations locales, le PNUD appuiera également des pôles de gouvernance associant des établissements d'enseignement supérieur, le secteur privé et des organisations de la société civile. Il mettra également en place un système de promotion et de reconnaissance des actions entreprises par les administrations locales pour réaliser les objectifs de développement durable. Ces approches constitueront un modèle susceptible d'être reproduit dans tout le pays.
- 14. Le PNUD viendra en aide aux principaux organismes publics pour leur permettre de mieux utiliser les crédits alloués à la prestation de services de base. Il mènera des évaluations de référence pour repérer les lacunes et les possibilités de renforcer la gestion des finances publiques. Ces évaluations serviront à élaborer des plans généraux de développement des capacités propres à chaque organisme afin de renforcer ses moyens et de promouvoir l'intégrité, la responsabilisation et la transparence. Il continuera d'appuyer le cadre budgétaire actuel afin de mieux y intégrer les objectifs de développement durable et de permettre le fléchage des dépenses de manière à donner la priorité aux plus défavorisés. Il contribuera à fournir une base factuelle plus solide aux allocations budgétaires en renforçant les capacités permettant d'effectuer des audits et des évaluations de l'optimisation des ressources axées sur les résultats. Il développera les compétences en matière d'achats au moyen de formations reconnues au niveau international et d'apprentissage en cours d'emploi.
- 15. Le PNUD renforcera les plateformes actuelles de participation citoyenne aux administrations locales et nationales et constituera de solides réseaux favorables à la démocratie et aux réformes de gouvernance. Il équipera les quelque 3 000 observateurs, des femmes pour la plupart, d'outils de suivi innovants. Des applications pour téléphone mobile permettront d'effectuer un suivi en temps réel au moyen d'observations, de photos, et de la géolocalisation de la prestation de services et de la construction d'infrastructures. Le PNUD mettra au point un ensemble

23 Sélectionnés sur la base de la conjonction d'une forte pauvreté multidimensionnelle, d'une vulnérabilité aux changements climatiques et d'une situation de conflit.

d'indicateurs pour mesurer différents aspects de la gouvernance locale, notamment la démocratie, la justice, l'intégrité et la fourniture de services. Il mobilisera et équipera des groupements de citoyens, des groupes religieux, des organisations de la société civile, des universitaires et des entreprises du secteur privé pour générer et analyser des données et examiner régulièrement la gouvernance locale. Le travail d'avant-garde mené par le PNUD dans le domaine de la gestion participative des finances publiques par la création d'un réseau d'instituts populaires de finances publiques sera élargi de manière à fournir des services permanents et accessibles d'éducation, de mentorat et de conseil à des responsables locaux et des citoyens afin qu'ils contrôlent l'efficacité des programmes nationaux et locaux.

Le PNUD appuiera la transition vers un développement à faible intensité de carbone et résilient face aux changements climatiques par le renforcement des politiques et des programmes prenant en compte les risques, le soutien à la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques et l'amélioration de la gestion des ressources naturelles.

- 16. Le PNUD encouragera l'application de modèles de sensibilité du climat et la cartographie des risques pour que les administrations nationales et locales améliorent leur compréhension et leur planification de l'étendue, de l'ampleur et de la répartition des risques à moyen et long termes. Parmi les 100 administrations locales ciblées, le PNUD mettra l'accent sur les plus exposées aux catastrophes naturelles et les aidera à élaborer des plans d'occupation des sols, des plans de développement socioéconomique et des programmes d'investissement fondés sur les écosystèmes et résilients face aux risques climatiques et aux catastrophes. Pour répondre aux menaces croissantes qui pèsent sur la sécurité hydrique, conformément aux dispositions du plan directeur pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, le PNUD appuiera l'élaboration d'un programme national d'adaptation pour le secteur de l'eau, en utilisant des données de modélisation du climat. Pour que les riziculteurs pauvres puissent être indemnisés rapidement après une sécheresse ou une inondation, il étendra son système d'assurance indexé sur les conditions météorologiques à l'ensemble du pays. Il améliorera les mécanismes institutionnels nationaux afin de mieux intégrer les activités de préparation, d'intervention et de relèvement, en renforçant les législations, la base de données sur l'exposition aux risques, la centralisation des données sur les risques, ainsi que la budgétisation, l'allocation et le suivi des dépenses.
- 17. Pour aider les Philippines à honorer leurs engagements au titre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, l'appui du PNUD visera à élaborer des politiques favorables, accroître la participation du secteur privé et améliorer la communication d'informations. Les secteurs de l'énergie et des transports seront privilégiés en vue de développer l'utilisation des énergies renouvelables et des véhicules hybrides. Cela permettra non seulement de soutenir le pays dans sa marche vers un développement à faible émission de carbone, mais aussi d'offrir aux citoyens des options moins chères, plus résilientes et plus respectueuses de l'environnement. Le PNUD collaborera étroitement avec des villes clés pour montrer qu'il est possible d'améliorer l'aménagement urbain au moyen d'approches plus intégrées, de mettre en place des infrastructures à haut rendement énergétique et d'adopter des solutions viables pour un développement urbain à faible émission de carbone. Il aidera également à mettre en place des systèmes de surveillance et de vérification afin de communiquer des informations sur les contributions déterminées au niveau national et de renforcer les politiques et programmes d'atténuation et d'adaptation.
- 18. Sachant que la biodiversité est menacée par des pratiques non viables et l'incidence des changements climatiques, le PNUD s'associera à des groupes et des collectivités locales pour promouvoir la création de réserves en tant qu'actifs

18-11101 **7/19**

économiques. Afin d'améliorer la qualité des écosystèmes et leur permettre de fournir une source durable de biens écologiques qui améliorent la résilience des populations, le PNUD continuera de renforcer ses partenariats visant à préserver la biodiversité avec les autorités locales, les peuples autochtones, les groupes communautaires et le secteur privé. Il présentera des modèles ayant pour but de favoriser un accès équitable aux richesses naturelles et à leurs bienfaits, et mettra en place des mesures incitant le secteur privé à offrir des emplois et à adopter des modèles de rentabilité qui maintiennent les écosystèmes marins et côtiers en bon état. Il aidera également à établir un système unifié de bases de données, aux critères de mesure et à la méthodologie normalisés, afin de collecter et regrouper des données environnementales qui pourront guider les opérations de planification et l'élaboration des politiques, et mieux orienter les investissements privés.

En réponse aux facteurs de conflits et aux menaces pour la stabilité, le PNUD facilitera le retour des combattants des groupes armés à la vie civile, établira des mécanismes de justice transitionnelle et des plateformes de gestion de la sécurité des populations locales et offrira des perspectives socioéconomiques aux populations des zones touchées par les conflits.

- 19. Pour aider à garantir la paix au terme du processus de paix officiel, le PNUD appuiera la participation des ex-combattants aux administrations locales, aux organismes publics et aux processus politiques. L'Académie pour la paix et le développement verra le jour, avec la participation d'importantes personnalités Moro, pour approfondir la connaissance des principes de bonne gouvernance musulmans et dispenser aux combattants susceptibles d'occuper des fonctions administratives, politiques et associatives importantes des formations en ligne et en cours d'emploi. Cela permettra aux combattants qui retournent à la vie civile d'exercer leurs responsabilités avec intégrité et efficacité et d'exécuter des programmes socioéconomiques bien ciblés. Le PNUD aidera également les groupes armés à constituer des partis politiques afin d'offrir un moyen de participer pacifiquement et légalement aux processus politiques nationaux et locaux. Il s'appuiera sur des expériences de transition similaires menées dans la région, notamment en Indonésie et au Népal.
- 20. En réponse à un profond sentiment de marginalisation, le PNUD aidera à rendre pleinement fonctionnelles la justice transitionnelle et les plateformes de gestion de la sécurité des populations locales. Pour œuvrer à la cohésion sociale et empêcher que réapparaisse un sentiment d'injustice au sein des communautés et entre elles, le PNUD appuiera la mise en place de mécanismes d'établissement de la vérité et de réparation des griefs ancestraux et des violations des droits de l'homme. S'agissant de la propriété et de l'usage de la terre et des ressources naturelles, il insistera pour que les décisions soient prises de manière participative. Il renforcera le soutien à la paix en travaillant avec un plus grand nombre d'intermédiaires influents, notamment en direction des femmes, des jeunes, des minorités et des personnes handicapées. Pour répondre aux menaces anciennes et nouvelles qui pèsent sur la stabilité, il renforcera les capacités nationales en matière de réconciliation et de médiation, de gestion pacifique des conflits et de prévention de l'extrémisme violent. En vue de prévenir les conflits claniques et la radicalisation, il contribuera à la création d'un système d'alerte rapide s'appuyant sur les dirigeants communautaires et les autorités locales.
- 21. Le PNUD aidera à prendre des mesures pour inciter les combattants et les communautés à abandonner les rôles et les positions qui les définissent, en temps de conflit, et à se reconnaître comme des citoyens et des membres productifs de la société, en temps de paix. Il appuiera l'élaboration et l'exécution²⁴ d'un programme

²⁴ La mise en œuvre complète ne s'effectuera qu'une fois le processus de paix achevé.

socioéconomique complet dans les camps du Front de libération islamique Moro et dans les communautés les plus exposées à la radicalisation ou sous l'influence de la Nouvelle Armée populaire (beaucoup relèvent de la compétence des 100 administrations locales ciblées). Les interventions s'inscriront dans le cadre des objectifs de développement durable et se fonderont sur un profil détaillé des groupes de population, établi à partir de paramètres tels que l'âge, le sexe, l'état civil, les personnes à charge, l'éducation, la santé, les besoins et les attentes, et comprenant une évaluation du potentiel économique et social des zones d'implantation ainsi que des informations sur les ressources naturelles, les infrastructures, la sécurité et le capital social.

Rompant avec les usages des programmes précédents, le PNUD s'emploiera à obtenir un effet maximum à l'aide des méthodes suivantes :

- 22. En mettant l'accent sur le financement par des capitaux privés et non sur l'octroi de dons ou de subventions publiques pour obtenir des résultats. Le PNUD continuera d'orienter d'importantes ressources nationales publiques et privées vers les objectifs du programme. Afin d'accélérer la réalisation de programmes nationaux essentiels, il améliorera l'exécution du budget en termes qualitatifs et quantitatifs au travers du financement par le Gouvernement de ses propres systèmes et processus, tout en œuvrant pour une réforme des fonctions et un renforcement des capacités de l'administration. Il aidera les administrations locales à accéder à des fonds nationaux sous-utilisés. Il mobilisera le secteur privé en montrant le potentiel économique inhérent aux objectifs de développement durable et fournira un appui technique et un service de partage de connaissances pour renforcer les pratiques de gestion inclusives et ainsi toucher les populations situées au bas de la pyramide économique. Il étudiera des mécanismes susceptibles de réduire les risques pour les investissements privés dans les objectifs de développement durable.
- 23. En innovant pour apporter des solutions nouvelles à des problèmes de développement anciens. Le numérique offre de grandes promesses d'amélioration en termes d'efficacité, de transparence, de réactivité et de responsabilisation dans l'exécution des programmes publics. Une plateforme de paiement numérique contribuera à améliorer l'inclusion financière et à faciliter le transfert rapide et transparent de fonds de l'État aux bénéficiaires. La chaîne de blocs et les applications de financement participatif permettront d'accroître les contributions privées (y compris les envois de fonds) au profit des programmes de relèvement et de développement. L'analyse de mégadonnées fournira des informations différentes et en temps réel qui amélioreront l'efficacité et le ciblage. Les applications pour téléphonie mobile faciliteront le suivi par les citoyens. Pour encourager la recherche de solutions novatrices à certains défis critiques pour le développement du pays, un mécanisme d'accélération aidera les start-ups susceptibles d'avoir un fort impact social à devenir financièrement viables, de sorte que la bonne action soit également une bonne affaire. Les laboratoires d'innovation du secteur public aideront à développer les nouvelles formes de planification et de programmation du gouvernement du futur et faciliteront le développement d'interventions centrées sur l'utilisateur.
- 24. En approfondissant les partenariats pour s'assurer que personne n'est laissé de côté. Pour renforcer la base de données factuelles concernant la localisation précise, les caractéristiques et les conditions économiques et sociales des groupes identifiés comme marginalisés, vulnérables et à risques, et contribuer à perfectionner le ciblage des projets, programmes et politiques, le PNUD élargira ses partenariats à des laboratoires d'idées, des centres d'excellence, des centres de recherche et des établissements universitaires de premier plan. Il utilisera leurs analyses pour mettre au point des stratégies donnant aux groupes défavorisés les moyens de participer à

9/19

des processus démocratiques, de s'organiser pour militer en faveur de réformes et d'améliorer l'accès à l'information, à la justice et à des services publics de qualité.

En révisant les notions de détenteurs de devoirs et de titulaires de droits. Le PNUD accentuera les efforts qu'il déploie depuis longtemps pour donner les moyens aux femmes, aux hommes et aux enfants en tant que titulaires de droits de participer activement aux processus de développement et inciter les pouvoirs publics à se montrer plus responsables et à l'écoute en mobilisant les médias, les organisations de la société civile et les milieux universitaires, parties prenantes essentielles de l'approche du PNUD fondée sur les droits de l'homme. Les médias fourniront des canaux d'expression aux citoyens ; les organisations de la société civile seront le moteur d'un développement fondé sur des valeurs et s'associeront au PNUD pour plaider pour des politiques, et les milieux universitaires fourniront la base empirique des politiques et des programmes visant à réaliser un développement centré sur l'homme. Pour élaborer des modèles de fonctionnement qui ont un effet positif sur les conditions de vie de la population et prévenir les risques d'effets néfastes, le PNUD étendra son partenariat avec le secteur privé dans le développement des technologies, l'innovation et les investissements durables de manière à y inclure les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de 1'homme²⁵.

26. En jouant un rôle fédérateur. Pour maximiser son impact et utiliser efficacement des ressources limitées, le PNUD fournira des plateformes permettant de réunir les compétences et les moyens des organismes des Nations Unies, des banques de développement, du secteur privé, des milieux universitaires et de la société civile. L'appui du PNUD aux autorités locales en matière de gestion des données afin d'adapter les objectifs de développement durable aux spécificités locales servira de base à la conception collaborative et à la mise en œuvre de solutions à des problèmes complexes et systémiques. Le PNUD intégrera ses interventions sur la gestion des finances publiques et le suivi des citoyens à la conception et à la mise en œuvre de l'aide apportée par les organismes des Nations Unies et les banques de développement aux programmes sectoriels nationaux. Il assurera la direction de la participation des nombreuses parties prenantes à l'action relative au climat (en tant que co-organisatrices avec le Gouvernement du groupe de travail), et les travaux du PNUD relatifs à la planification fondée sur les risques fourniront la base de données factuelles qui permettra au Gouvernement et aux organisations non gouvernementales et internationales de cibler leurs programmes de préparation aux catastrophes et d'adaptation sectorielle. Le PNUD dirigera les parties prenantes à la conception et à l'exécution du programme socioéconomique complet destiné aux populations touchées par un conflit. L'objectif est de promouvoir des réponses mobilisant l'ensemble des pouvoirs publics et l'ensemble de la société, ce qui est capital pour la réussite des objectifs de développement durable.

III. Administration du programme et gestion des risques

27. Le présent descriptif de programme de pays donne un aperçu de la contribution du PNUD aux résultats nationaux et constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration du degré d'adéquation des résultats aux objectifs fixés, et de l'utilisation des ressources allouées au programme. La manière dont les

²⁵ Le PNUD collaborera avec le secteur privé pour accroître le taux d'activité des femmes (52,6 %; alors qu'il est de 80,9 % pour les hommes) et la qualité de leurs emplois. Les femmes gagnent 68 % de ce que gagnent les hommes et sont plus nombreuses dans les emplois dépourvus de conditions de travail décentes (Forum économique mondial, The Global Gender Gap Report 2017).

responsables doivent rendre compte, aux niveaux du pays, de la région et du siège, des activités qu'ils mènent dans le cadre du programme de pays est précisée dans les politiques et procédures relatives aux programmes et aux opérations du PNUD ainsi que dans le cadre régissant les contrôles internes. Si nécessaire, l'exécution nationale peut être remplacée par l'exécution directe pour tout ou partie du programme en cas de force majeure.

- 28. Le programme de pays a été élaboré en concertation avec le Gouvernement et les partenaires nationaux et internationaux de développement. Le PNUD aura recours à la réalisation nationale et à la réalisation directe ainsi qu'à des partenariats avec les organisations de la société civile, les milieux universitaires et le secteur privé. Les modalités de la mise en œuvre seront déterminées en fonction d'évaluations de capacités pour optimiser la pertinence, l'efficience, l'efficacité et la durabilité des interventions. Dans tous les cas, elle impliquera une forte appropriation nationale. L'exécution directe interviendra essentiellement dans les cas où le Gouvernement demandera l'accès aux systèmes, procédures et compétences techniques du PNUD, ou financera l'intervention. En pareil cas, le PNUD mettra en place une composante de développement des capacités institutionnelles et définira une stratégie de sortie précise. Le programme de pays et les principales interventions seront régis par des conseils coprésidés avec le Gouvernement et feront intervenir des acteurs non gouvernementaux.
- 29. Le PNUD anticipera et gérera les risques grâce à l'analyse des tendances et à une programmation légère. À l'heure actuelle, quelques tendances sont notables. Les Philippines pourraient évoluer vers un système fédéral au cours de la période d'exécution du programme. Lorsque les paramètres de la fédération seront connus, le PNUD réorganisera et adaptera ses partenariats et ses interventions. Une dimension importante de ses activités en matière de consolidation de la paix présuppose l'adoption d'une loi faisant du Bangsamoro une région autonome en réponse aux aspirations de la population. Si tel n'était pas le cas, les interventions axées sur l'aide au retour à la vie civile des combattants devraient sans doute être réorientées vers le renforcement des capacités en matière de consolidation de la paix et de prévention de la radicalisation. La dynamique favorable aux processus démocratiques sera maintenue grâce à de solides partenariats avec les organes constitutionnels et la société civile. En cas de catastrophe naturelle ou de conflit, les interventions feront appel à des renforts disponibles afin de poursuivre l'exécution du programme. Pour éviter d'être dépendant d'une source de financement, le programme recevra des fonds de tierces parties, des fonds publics et des fonds verticaux. Les risques fiduciaires seront gérés au moyen de mécanismes d'assurance tels que des vérifications ponctuelles, le suivi du programme et des audits. Dans le cas d'une exécution nationale, la politique harmonisée concernant les transferts de fonds sera appliquée pour gérer les risques financiers. Conformément à la décision 2013/32 du Conseil d'administration, tous les coûts directs associés à l'exécution des projets seront imputés auxdits projets.

IV. Suivi et évaluation

30. Les cadres de résultats et d'allocation des ressources des projets feront clairement référence aux réalisations et aux produits du programme. Des capacités et des systèmes seront mis en place pour veiller à ce que la génération, la collecte, l'analyse et la communication des données garantissent la qualité de la planification, du suivi et des rapports. Des évaluations des réalisations seront menées pour mesurer la contribution consolidée des projets aux résultats du programme et du plan-cadre

11/19

des Nations Unies pour l'aide au développement ²⁶. Le PNUD veillera à utiliser régulièrement son système de classement des activités par degré de contribution à la promotion de l'égalité des sexes pour contrôler les dépenses et améliorer la prise en compte de l'égalité des sexes dans la planification et la prise de décisions. Il s'associera à des instituts de recherche et des établissements universitaires pour appliquer son plan d'évaluation et présenter régulièrement des évaluations indépendantes de ses réalisations. Il renforcera les capacités des partenaires de réalisation en matière de collecte et d'utilisation innovantes de données ventilées afin d'appuyer le suivi des effets générés par les projets. Il consacrera au moins trois pour cent de son budget-programme, imputés proportionnellement aux projets, au suivi, à l'évaluation et aux communications.

- 31. Le PNUD aidera l'Institut philippin de statistique à tirer parti de sources de données non conventionnelles, comme les mégadonnées et les contributions du secteur privé, afin d'établir des rapports sur les objectifs de développement durable. Il aidera l'Office national de l'économie et du développement à élaborer et appliquer le programme d'évaluation 2018-2022 ayant pour but d'évaluer le plan de développement philippin, le programme d'investissement public et les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, et de communiquer les informations nécessaires pour améliorer en permanence les interventions conduites par les organismes des Nations Unies.
- 32. Afin de faciliter la conception de programme fondée sur des données factuelles et d'appuyer l'engagement pris à l'échelle du système des Nations Unies d'élargir le débat sur le programme de développement national et les objectifs de développement durable, un programme de recherche pluriannuel donnera lieu à la publication de notes d'orientation, de documents d'analyse et de rapports périodiques, notamment les rapports nationaux sur le développement humain traitant de thèmes liés aux inégalités.

²⁶ Évaluation indépendante des programmes de pays, Philippines, 2018.

Annexe. Cadre de résultats et d'allocation de ressources pour les Philippines (2019-2023)

OBJECTIF DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT DES PHILIPPINES, 2017-2022 : Gouvernance axée sur l'être humain, intègre et efficace.

RÉALISATION 1 du Cadre de partenariat pour le développement durable Nations Unies-Philippines (CPDD, anciennement PNUAD) :

Les populations et groupes les plus marginalisés, vulnérables et à risques profitent de services ouverts à tous et de qualité et vivent dans un milieu favorable où leur alimentation, leur sécurité alimentaire et leur santé sont assurés ou protégés.

RÉALISATION 1 du PLAN STRATÉGIQUE 2018-2021 : Promouvoir l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles	Source des données, fréquence de la collecte et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)
1.1. Dépenses publiques	Ministère de la gestion	1.1. Renforcement de la capacité des pouvoirs publics	Pouvoirs publics	Ressources
primaires par rapport	du budget, annuelle	d'utiliser les ressources et de suivre les progrès réalisés	Office national de	ordinaires
au produit intérieur		par rapport aux objectifs de développement durable.	l'économie et du	
brut (%)			développement ;	687 000
Niveau de référence		1.1.1. Nombre de collectivités locales bénéficiant de	Ministère de la	
(2016): 15,5	Ministère	l'appui du PNUD comprenant des groupes	gestion du budget ;	Autres ressources
Niveau cible: 18,8	des technologies	géographiquement isolés et défavorisés ayant élaboré des	Ministère de	40.772.000
	de l'information et des	plans et des budgets de développement intégrant les	l'intérieur et des	40 553 000
1.2. Augmentation	communications,	objectifs de développement durable [Cadre intégré de	collectivités locales;	
du pourcentage	annuelle	résultats et d'allocation de ressources 1.1.1.1]	Ministère de la	
de services partagés		Niveau de référence (2017) : 0	protection sociale et	
de l'État pleinement		Niveau cible : 100	du développement	
intégrés au portail		Source : rapports de projet	social; autres	
administratif national			organismes publics	
Niveau de référence		1.1.2. Nombre de municipalités bénéficiant de l'appui du	nationaux de première	
(2016): 10 %		PNUD comprenant des groupes géographiquement isolés	ligne; Conseil	
Niveau cible : 100 %		et défavorisés offrant des plateformes de suivi innovantes	national philippin	
		fournissant des données ventilées [Cadre intégré de	pour la lutte contre le	
		résultats et d'allocation de ressources 1.1.1.3]	sida; Commission des	
		Niveau de référence (2017) : 0	droits de l'homme ;	
		Niveau cible: 100	Commission de la	
		Source : Évaluation indépendante et rapports de projet	fonction publique;	
			Bureau du médiateur ;	
			Cour suprême ; ligues	

1.1.3. Nombre de personnes ayant accès aux services publics essentiels avec l'aide du PNUD. [Cadre intégré de résultats et d'allocation de ressources 1.1.2.1] Niveau de référence (2017) : femmes (87 966) ; jeunes (172 181) ; déplacés (57 222) ; personnes handicapées (3 272)

Niveau cible : 92 364 ; 180 790 ; 60 083 ; 3 436 Source : Évaluation indépendante et rapports de projet

1.2. Renforcement de la gestion des finances publiques pour une exécution efficace et efficiente des budgets alloués à la prestation de services de base.

- 1.2.1. Nombre d'organismes publics nationaux et d'administrations locales bénéficiant de l'appui du PNUD mettant en œuvre des réformes et des innovations pour :
 - a) L'exécution et le suivi de services ;
 - b) La gestion des finances publiques ;
 - c) La passation des marchés publics;

Niveau de référence (2017) : Organismes publics nationaux (2) ; administrations locales (0)

Niveau cible : 8 ; 100 Source : Rapports de projet

1.2.2. Nombre d'organismes publics nationaux et d'administrations locales utilisant le système de cybergouvernance bénéficiant de l'appui du PNUD. [Cadre intégré de résultats et d'allocation de ressources 2.2.1.1]

Niveau de référence (2017) : Organismes publics nationaux (0) ; administrations locales (0)

Niveau cible: 4;50

Source : Ministère de l'intérieur et des collectivités locales et rapports de projet

1.3. Renforcement des plateformes de participation citoyenne existantes en vue de constituer de puissants réseaux favorables à la démocratie et aux réformes de gouvernance.

de villes, municipalités et provinces ; administrations locales sélectionnées

Donateurs

Gouvernement
australien; Agence
canadienne de
développement
international;
Commission
européenne;
Gouvernement
néo-zélandais;
Gouvernement
espagnol; Agence de
coopération
internationale de la
République de Corée

Autres partenaires

Philippine Institute for Development Studies; Philippine **Business for Social** Progress; Social Watch Philippines; Comité consultatif de la société civile du PNUD; Ateneo School of Government: Réseau du développement humain; groupes de jeunes; associations du secteur privé; organismes des Nations Unies

1.3.1. Nombre de personnes et d'institutions jouant un rôle dans des organismes publics nationaux et des administrations locales par l'intermédiaire de mécanismes de participation citoyenne bénéficiant de l'appui du PND. Niveau de référence (2017) : hommes (1 219) ; femmes (1 642); jeunes (1 874); organisations de la société civile (88) Niveau cible: 1 460; 1 970; 2 250; 100 Source : Rapports de projet 1.3.2. Nombre d'administrations locales utilisant l'indice de gouvernance élaboré par le PNUD permettant de mesurer l'état de la gouvernance locale. Niveau de référence (2017) : 0 Niveau cible: 45 Source : Ministère de l'intérieur et des collectivités locales et rapports de projet

OBJECTIF DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT DES PHILIPPINES 2017-2022 : Garantir l'intégrité écologique, la propreté et la salubrité de l'environnement.

RÉALISATION 2 du CPDD: Les actions visant à contrôler l'urbanisation, développer la croissance et lutter contre les changements climatiques sont menées de manière convergente pour concourir à l'avènement d'un développement résilient, équitable et durable.

RÉALISATION 2 du PLAN STRATÉGIQUE 2018-2021 : Accélérer les transformations structurelles en vue du développement durable.

2.1. Réduction des émissions de gaz à effet de serre par secteur (en millions de tonnes métriques d'équivalents- dioxyde de carbone) Niveau de référence (2010): énergie (55,7); transports (25,3)	Commission pour les changements climatiques, annuelle Ministère de l'environnement et des ressources naturelles	2.1. Élaboration de modèles de sensibilité du climat et de cartes de risques pour aider les administrations nationales et locales à mieux comprendre et planifier l'étendue, l'ampleur et la répartition des risques à moyen et long termes. 2.1.1. Nombre d'administrations locales bénéficiant de l'appui du PNUD dotées de plans d'investissements et de développement axés sur les risques comprenant des moyens de réduire les risques de catastrophe et de s'adapter aux changements climatiques ainsi que d'en	Pouvoirs publics Office national de l'économie et du développement; Ministère de l'environnement et des ressources naturelles; Commission pour les changements	Ressources ordinaires 687 000 Autres ressources 124 254 000
transports (25,3) Niveau cible: 38,4; 21,3 2.2. Superficie de sites importants	ressources naturelles – Bureau de la gestion de la biodiversité, annuelle	s'adapter aux changements climatiques ainsi que d'en changements	climatique ; Ministère de l'énergie ; Ministère de	

pour la biodiversité couverte par des zones protégées, par type d'écosystème (en hectares) Niveau de référence

Niveau de référence (2016) : écosystèmes marins (112 822) ; écosystèmes terrestres (42 135) Niveau cible :

2.57 millions:

1.86 million

Niveau cible: 80; 37

Source : Conseil national de réduction et de gestion des risques du Ministère de la défense nationale et rapports de projet

2.1.2. Nombre d'agriculteurs appliquant des stratégies d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets dans les municipalités bénéficiant de l'appui du PNUD Niveau de référence (2017) : 2 413

Niveau cible: 5 000

Source : Données de suivi et d'évaluation des projets

2.2. Renforcement des politiques favorables, des engagements du secteur privé et des systèmes

de suivi, de vérification et de rapport pour aider

le pays à honorer ses engagements au titre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

2.2.1. Degré auquel les cibles correspondant à un développement à émissions réduites et résilient face aux changements climatiques sont intégrées dans :

- a) Les plans, stratégies et budgets nationaux ;
- b) Les plans de développement, stratégies et budgets locaux :
- c) Les plans et stratégies de développement des entreprises du secteur privé

[Cadre intégré de résultats et d'allocation de ressources 2.1.1.1]

Niveau de référence (2017) : 1 (degré insuffisant)

Niveau cible : 4 (en grande partie) Source : Rapports de projet

2.2.2. Nombre d'entités publiques et privées investissant dans des solutions et des systèmes à faibles émissions grâce à l'appui du PNUD. [Cadre intégré de résultats et d'allocation de ressources 2.5.1.1]

Niveau de référence (2017) : 0

Niveau cible: 5

Source : Évaluation indépendante et rapports de projet

collectivités locales: Bureau de la défense civile - Conseil national de réduction et de gestion des risques de catastrophe; Ministère des transports; Administration philippine des services atmosphériques, géophysiques et astronomiques; Institut de volcanologie et de séismologie des Philippines ; ligues de villes, municipalités et provinces; administrations locales sélectionnées

Donateurs

Gouvernement
australien;
Commission
européenne; Fonds
pour l'environnement
mondial; Fonds vert
pour le climat;
Gouvernement
néo-zélandais;
Gouvernement
espagnol;
Gouvernement
japonais

2.3.	Renforcement des partenariats et introduction
	de modèles économiques visant à réduire
	la dégradation de la biodiversité due à des pratiques
	non durables et aux effets des changements
	climatiques.

2.3.1. Superficie des zones protégées à forte biodiversité bénéficiant de l'appui du PNUD gérée efficacement (en hectares). [Cadre intégré de résultats et d'allocation de ressources 1.4.1.2]

Niveau de référence (2017) : zones marines (800 000) ; zones terrestres (96 825,56)

Niveaux cible: 1 800 000; 496 000

Source : Données de suivi et d'évaluation des projets

2.3.2. Nombre de modèles mis au point, testés et évalués visant à mettre en œuvre de manière équitable l'accès à l'utilisation durable des ressources génétiques et le partage des bénéfices qui en découlent. [Cadre intégré de résultats et d'allocation de ressources 2.4.1.1]

Niveau de référence (2017) : 0

Niveau cible: 2

Source: Rapports de projet

2.3.4. Montant des financements générés aux fins de la préservation et de l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes.

Niveau de référence (2017) : 96 millions de dollars

Niveau cible: 196 millions de dollars

Source : Ministère de l'environnement et des ressources naturelles et rapports de projet

Philippine Business for Environment; Philippine Disaster Resilience Foundation; diverses organisations de la société civile; groupes de jeunesse; associations du secteur privé; organismes des Nations Unies OBJECTIF DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT DES PHILIPPINES 2017-2022 : Réduire la vulnérabilité des individus et des familles ; parvenir à une paix juste et durable.

RÉALISATION 3 DU CPDD: Les administrations nationales et locales et les principales parties prenantes reconnaissent et envisagent de la même façon les identités et la diversité des histoires culturelles des zones touchées par les conflits ainsi que les inégalités qui y règnent, permettant la mise en place de systèmes de gouvernance qui ne privilégient personne et à l'écoute de tous, et accélérant un processus de développement durable et équitable propice à l'avènement d'une paix juste et durable dans les zones de Mindanao touchées par des conflits.

RÉALISATION 3 DU PLAN STRATÉGIQUE 2018-2021 : Renforcer la résilience face aux crises et aux chocs.

3.1. Nombre de groupe
armés non étatiques
transformés
en organisations
socioéconomiques
ou politiques légitimes
Niveau de référence

(2016): 1 Niveau cible: 5

3.2. Nombre de barangays touchés par un conflit armé interne

Niveau de référence (2017) : 716 Niveau cible : 0 Bureau du Conseiller présidentiel pour le processus de paix, annuelle

Ministère de la défense nationale, annuelle

3.1. Appui à la participation effective d'ex-combattants aux administrations locales et publiques et aux processus politiques afin de garantir une paix durable.

3.1.1. Nombre d'ex-combattants ayant participé de bout en bout à des programmes d'intégration, de guérison et de réconciliation grâce à l'appui du PNUD.

Niveau de référence (2016) : 148

Niveau cible: 1 000

Source : Données de suivi et d'évaluation des projets

3.2. Création et mise en service de plateformes vouées à la justice transitionnelle et à la sécurité des populations afin de répondre au profond sentiment de marginalisation.

3.2.1. Degré de fonctionnement des mécanismes de justice transitionnelle. [Cadre intégré de résultats et d'allocation de ressources 3.2.2.1]

Niveau de référence (2017): 1 (en partie)

Niveau cible: 4 (en grande partie)

Niveau cible : 4 (en grande partie)

Source : Évaluation indépendante et rapports de projet

3.2.2. Nombre de plans et de mécanismes locaux de sécurité qui incorporent le système d'alerte rapide en cas de menaces de conflit mis au point par le PNUD. [Cadre intégré de résultats et d'allocation de ressources 3.3.1.1]

Niveau de référence (2017) : 0 administration locale

Niveau cible: 10

Source : Évaluation indépendante

Bureau du Conseiller présidentiel pour le processus de paix; Office pour le développement de Mindanao: Office national de l'économie et du développement; Bureau de la défense civile - Conseil national de réduction et de gestion des risques de catastrophe; Région autonome musulmane de Mindanao ; Équipe spéciale Bangon Marawi: Conseil de coordination du logement et du développement

Pouvoirs publics

Donateurs [liste préliminaire] Gouvernement australien;

administrations

locales sélectionnées

urbain:

Ressources ordinaires

687 000

Autres ressources

36 113 000

	Mesures d'incitation et fourniture de moyens
	à des combattants et des populations touchées
	par des conflits bénéficiant de l'assistance du PNUD
	pour qu'ils deviennent des membres productifs
	de la société en temps de paix.

3.3.1. Proportion de ménages des zones touchées par des conflits ayant accès à des actifs financiers ou non financiers. [Cadre intégré de résultats et d'allocation de ressources 1.1.2.2]

Niveau de référence (2017): 0 %

Niveau cible : 20 %

Source : Évaluation indépendante et rapports de projet

3.3.2. Nombre de personnes bénéficiant d'emplois et de moyens de subsistance dans des situations de crise ou d'après crise. [Cadre intégré de résultats et d'allocation de ressources 3.1.1.3]

Niveau de référence (2017) : femmes (0) ; hommes (148)

Niveau cible: 6 000; 4 000

Source : Données de suivi et d'évaluation des projets